

LES POSTIERS NE DÉCOLÈRENT PAS**«Pas de reprise sans la satisfaction de nos revendications»**

Le ministre de la Poste, des Technologies de l'information et de la communication a présidé, hier, au niveau de son département, le conseil d'administration d'Algérie Poste. A l'ordre du jour, l'examen de la plateforme des revendications des travailleurs, en grève depuis près de deux semaines. Les postiers refusent de suspendre leur mouvement avant la satisfaction de leurs revendications.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La détermination des postiers finira-t-elle par payer ? Le conseil d'administration d'Algérie Poste s'est tenu, hier, en présence du ministre de tutelle.

En fin d'après midi, on était encore dans l'attente des résultats de cette rencontre qui devait valider la plate-forme des revendications des postiers.

Celle-ci porte essentiellement sur la révision de la grille des salaires, le réajustement des indemnités liées aux conditions de travail, la création de la prime de risques, des primes de rendement individuel et collectif (PRI et PRC), l'élaboration de plans de carrière, l'augmentation des indemnités mensuelles et un

avancement de grade en fonction de la compétence et de l'ancienneté.

Les travailleurs attendent la satisfaction de ces doléances avant de suspendre leur mouvement de protestation. Les postiers ont déclenché leur premier mouvement de grève au mois d'avril dernier pour réclamer de meilleures conditions de travail.

Ils ont fini, quelques jours après, par suspendre leur mouvement suite aux promesses de la direction d'Algérie Poste de prendre en charge leurs préoccupations.

L'entreprise a promis une solution avant la date du 25 mai dernier. Arrivée cette échéance, rien n'a été appliqué.



Les postiers exigent la satisfaction de leurs revendications.

Conséquence : les postiers recourent une nouvelle fois à la protestation pour avoir gain de cause.

En grève illimitée depuis le 28 mai dernier, ils refusent de négocier

avec le responsable d'Algérie Poste. Ce dernier ayant déjà déclaré que l'entreprise est déficitaire et ne peut prendre en charge le volet des augmentations salariales.

Les travailleurs se retournent vers leur tutelle. Ils exigent un dénouement de la part du ministre en personne.

Dans une tentative d'apaisement, M. Benhamadi a décidé de prendre les choses en main. Ce dernier a, d'ailleurs, toujours déclaré que les revendications des postiers étaient «légitimes».

Dans un premier temps, la tutelle a fixé le 24 juin comme date butoir pour répondre favorablement aux revendications des postiers.

Ceci n'a pas détourné les postiers de leur mouvement. Les travailleurs exigent cette fois-ci du concret. Seul un procès verbal officiel annonçant la prise en charge définitive de leurs doléances les persuadera de mettre fin à leur mouvement.

La tutelle a décidé, donc, d'accélérer les choses. Les grandes institutions publiques commenceront le virement des salaires à partir d'aujourd'hui.

S. A.

SÛRETÉ NATIONALE Sortie d'une 7^e promotion d'inspectrices

La septième promotion d'inspectrices de police est sortie hier de l'Ecole de police d'Aïn Benian, à l'occasion d'une cérémonie qui a eu lieu en présence du premier responsable du département de l'Intérieur.

Composée de 147 policières, cette nouvelle promotion a été baptisée au nom d'une policière «martyre du devoir» national, en l'occurrence Nadia Bouchouk. Cette dernière avait été assassinée par les hordes terroristes le 7 février 1994 dans la localité de Larbaâ (Blida), alors qu'elle s'apprêtait à rejoindre son lieu de travail. Le directeur de l'Ecole de police d'Aïn Benian, le commissaire divisionnaire, Malek Mohamed, a souligné que les inspectrices sortantes ont reçu une formation professionnelle, technique et sportive dans leurs spécialités respectives, à savoir l'ordre public, la police judiciaire, la police des frontières et celle des renseignements généraux.

Tout en mettant en valeur l'importance de la mission que les nouvelles inspectrices auront la charge d'assumer, le même responsable a mis l'accent sur la nécessité, pour elles, de gagner d'abord la confiance des citoyens, car, a-t-il ajouté, «sans cette confiance partagée, on ne pourra assurer la sécurité des citoyens et des biens».

A. B.

DIABÉTIQUES EN ALGÉRIE**60% des malades souffrant des complications du pied diabétique sont amputés**

Pour les spécialistes, le pied diabétique constitue un véritable problème de santé publique en Algérie. Ils affirment que sur les deux millions de diabétiques, 25% souffrent de complications du pied.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «25% des diabétiques en Algérie présentent des complications du pied diabétique et 60% de ces cas sont éligibles à l'amputation», a indiqué le Pr Mahmoud Ould Slimane, chef du service chirurgie à l'hôpital de Koléa, hier à Alger, en marge du 4^e séminaire national des laboratoires LAD Pharma sur le thème «la prise en charge de l'ulcère du pied diabétique et son traitement». Pour le professeur, le pied diabétique constitue une complication majeure du diabète. «Souvent, le pied diabétique est décelé à un stade tardif. Faute d'absence de services d'endocrinologie et de diabétologie dans beaucoup d'hôpitaux, les patients sont pris en charge par le service de médecine interne. Ils traînent des mois et des mois dans ce service où l'expérience chirurgicale pour mana-

ger les ulcérations du pied diabétique fait défaut, avant d'arriver au service de chirurgie au stade de l'amputation», déplore-t-il. Aujourd'hui, poursuit-il, «les spécialistes affirment que le délai fatidique de l'amputation peut être retardé par le procédé de revascularisation. Or, le nombre important de pieds diabétiques et l'insuffisance des services de chirurgie vasculaire rendent cette mission impossible à effectuer en Algérie».

Le Pr Mahmoud Ould Slimane plaide ainsi pour la création d'unités du pied diabétique chargées d'élaborer un consensus diagnostic et thérapeutique. «Leur rôle sera de cicatrifier les plaies du pied diabétique et de retarder le délai de l'amputation», explique-t-il.

Côté chiffres, le Pr Bouayed, chef du service de chirurgie vasculaire de l'EHS d'Oran, a



La prise en charge des diabétiques est extrêmement difficile.

affirmé qu'un million d'amputations sont enregistrées chaque année dans le monde chez le malade diabétique.

«La prise en charge de ces malades est extrêmement complexe et difficile, d'où la nécessité d'une prévention primaire et

secondaire pour éviter le handicap majeur», préconise-t-il, avant d'ajouter : «L'évolution de la plaie est souvent la cause de décès chez le diabétique mais son traitement réduit l'amputation du pied de 60 à 85%.»

R. N.

GRÂCE À UN PARTENARIAT ENTRE L'ENTMV ET L'EGT TIPASA**Les émigrés pourront jeûner à la Corne d'Or**

Les Algériens établis en France pourront passer le mois de Ramadan à l'hôtel la Corne d'Or, à Tipasa.

Grâce à un accord contractuel entre l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV-Algérie Ferries) et l'Entreprise de gestion touristique EGT-Tipasa, les émigrés y bénéficieront d'une prise en charge totale durant le mois de

jeûne. Pour un séjour d'une semaine, ce partenariat couvre le transport maritime (un tarif attractif de 399 euros le billet adulte et 199 euros pour les moins de 12 ans), le ffour et le shour notamment. Des animations sont également prévues pour les veillées ramadanesques.

L'EGT Tipasa met 100 bungalows à la disposition de ces touristes et assure couvrir une demande supplémentaire. Cette initiative vise, en fait, à faciliter les conditions de

séjour des émigrés estivants, leur permettre de passer le Ramadan en famille. Et d'autant que l'on veuille promouvoir assurément la destination Algérie.

La vente des billets commencera le 13 juin au niveau des agences de l'ENTMV à Paris, Lyon et Marseille. Prête pour la saison estivale, l'ENTMV inaugurera, par ailleurs, le 28 juin prochain la desserte Palma sur la ligne Alger-Barcelone.

C. B.